

INTERVENTION DE Mme ANA GUTU LORS DE LA SESSION DE L'APCE DE 4 -8 OCTOBRE 2010, STRASBOURG, France

Mesdames et messieurs les députés,

Au nom de la délégation nationale du parlement de la République de Moldavie je voudrais remercier le Secrétaire Général du CoE M.Tobijorn Jangland, le Président de l'APCE M.Mevlut Cavusoglu pour leur implication personnelle dans le procès de médiation de la crise institutionnelle moldave. Je remercie tout particulièrement les membres de la commission ad hoc avec Ejidijus Vareikis à sa tête de l'APCE qui se sont déplacés pour surveiller le référendum constitutionnel du 5 septembre, mais surtout pour le rapport très objectif sur le déploiement de ce référendum.

Le référendum constitutionnel pour la modification de l'article 78 de la constitution moldave en vue de passage au scrutin universel direct dans l'élection du président n'a pas été un échec comme l'ont affirmé les titres des journaux européens et certains experts en politique. Ce référendum constitutionnel a été un exercice démocratique qui s'est déroulé en première absolue en RM depuis son indépendance. A peu près 90% des participants au référendum ont répondu affirmativement à la question visant l'élection directe du président de la RM, de ce point de vu le référendum a été une réussite. Malheureusement, les recommandations faites par l'APCE dans la **Résolution 1747 (2010) « Situation de la démocratie en Europe et évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée », et notamment, le point** visant l'amélioration des listes électorales en RM, n'ont pas été possibles à être mises en place à cause du délai restreint que la Commission Electorale Centrale a eu à sa disposition pour l'organisation du référendum. Ainsi, les citoyens de la RM qui se sont installés à l'étranger ont-ils été inclus dans ces listes, et, donc, le pourcentage réel des participants au référendum a été plus élevé que les 30,3%.

Une autre cause de la présence en dessous du seuil exigé de 33% au référendum a été la politique du boycott menée par le PCRM, fait permis par la législation en vigueur, mais absolument incorrect dans les conditions d'une démocratie fragile, émergente telle qu'est celle de la RM, car les derniers 8 ans la population paupérisée et complètement désinformée de la RM a été découragée de participer aux procès décisionnels publics. Il est beaucoup plus facile de décourager les citoyens moldaves de venir aux urnes que de les responsabiliser et de les éduquer dans l'esprit de la démocratie participative.

Une autre cause de la présence en dessous du seuil exigé de 33% au référendum continue d'être la faible information de la population par le biais des mass média. Les rapporteurs pour la RM ont noté une certaine amélioration dans ce domaine (liberté de la presse, apparition de nouvelles chaînes télévisées et postes de radio) après la venue au pouvoir de l'Alliance pour l'Intégration Européenne. Malgré cela, l'insuffisance des mass média est une réalité douloureuse en RM, par exemple, il existe seulement 3 postes TV avec couverture nationale (avec signal télévisé dans les

provinces, car il ne s'agit pas des villes et municipalités où la situation est meilleure) – chose complètement inouïe au début du 21-e siècle. Le secteur Télévision n'est pas encore digitalisé, la digitalisation étant prévue pour 2016. Toutes ces trois raisons prises ensemble ont causé la présence insuffisante des votants aux urnes, quoique 30% pour un référendum est un chiffre assez encourageant comparables au niveau des pays européens.

Mais, il n'y pas de place pour des lamentations inutiles, si non pour des leçons à tirer de l'invalidation du référendum. A présent l'agenda est claire: le parlement a été dissous, le 28 novembre il y aura des élections parlementaires anticipées, après quoi suit l'installation du nouveau parlement, la constitution du gouvernement, et, si possible, la résolution du problème de l'élection du président du pays au parlement. Nous espérons que cette fois les partis politiques représentés au parlement laisseront de coté les ambitions de groupe, les intérêts étroits de leurs partis et seront capables de négocier et de sortir le pays de la crise politique qui, voilà, traine en longueur et cela ne fait pas honneur à un pays situé en plein cœur de l'Europe qui a déjà tracé son parcours européen et qui a reçu le soutien incontournable des institutions européennes et des organismes financiers internationaux.